

LE JOUR D'APRÈS

c'est maintenant !

Si la crise sanitaire que traverse le monde a indubitablement mis en lumière l'aberration du système économique capitaliste qui domine le monde, il faudrait être très naïf pour imaginer que ceux qui profitent directement de ce système, le transforment spontanément en profondeur à la sortie de la crise.

Oui il est incontestable que les orientations économiques de profits à très court terme, les modes de productions (flux tendus, zéro stock) et de consommations, l'effacement de l'Etat en faveur de la satisfaction de quelques intérêts particuliers ont montré toute leur brutale absurdité tant d'un point de vue économique, qu'humain et écologique.

Nous suffira-t-il d'attendre sagement « le jour d'après » pour qu'un Etat stratège prenne des mesures de financement audacieuses pour réindustrialiser le pays, réimplanter des moyens de production au plus près des lieux de consommation ?

Nous suffira-t-il d'attendre pour que des décisions politiques fortes permettent de répondre aux besoins de services publics en mobilisant (arrachant) les richesses des mains de ceux qui ont le plus de moyens pour les redistribuer à tous et toutes ?

Les premières mesures gouvernementales ne consistent pas à rétablir un impôt sur la fortune mais à dérober aux travailleurs leurs jours de congés.

Les personnels, agents et salariés des services publics, aujourd'hui considérés comme des héros de la nation, ne veulent pas d'applaudissements à 20h ou vivre de la charité, ils veulent une véritable reconnaissance de leurs métiers et des moyens suffisants pour exercer leurs missions.

REPRISE ET DÉCONFINEMENT

Aujourd'hui, le déconfinement est décrété, alors que le confinement est la seule façon de lutter contre l'épidémie et que celle-ci est toujours en cours.

Le confinement a des conséquences sociales terribles, c'est pourquoi il doit être strict pour être le plus court possible. La stratégie du gouvernement, qui a refusé obstinément la proposition de la CGT d'établir une liste des activités essentielles afin de stopper toutes les autres, a provoqué une moindre efficacité du confinement, aggravée maintenant par un déconfinement prématuré.

Ne nous trompons pas, les mêmes qui aujourd'hui tiennent des discours larmoyants sur le décrochage scolaire (réel) pour justifier le redémarrage le plus vite possible, maintiennent leur logique de fermeture de classes, de bac « à la carte », et d'enseignements à plusieurs vitesses.

Ne soyons pas naïf, il s'agit pour ce gouvernement au service des multinationales, de ne pas rater le train de la compétition internationale alors que la production redémarre dans plusieurs pays. On voit que la logique n'a pas changé : le profit d'abord, la compétition plutôt que la coopération, et cela au prix de la santé et de la sécurité des travailleurs.

Bruno Le Maire l'a affirmé : il n'y aura pas de masque pour tous les collègues en présentiel le 11 mai, mais uniquement pour ceux qui en ont absolument besoin. Les autres devront se les procurer autrement.

Pour la CGT, nous sommes toujours dans la gestion de la pénurie des moyens de protection indispensables, c'est inacceptable.

Même si les agents continueront de bénéficier des ASA pour garde d'enfants jusqu'au 1er juin (et après le 1er juin avec des attestations scolaires), le double discours culpabilisateur du gouvernement « Restez chez vous/revenez travailler vite » est irresponsable.

Après avoir tenté de dénier le droit de retrait aux salariés en période d'épidémie, le gouvernement insiste maintenant sur le fait que l'employeur n'aurait qu'une obligation de moyen et non de résultat dans la protection de ses salariés face au virus. Contestable sur le fond, cette propagande gouvernementale, en plus de pousser les salariés à accepter de prendre des risques vitaux, expose les employeurs au risque judiciaire : ce sont finalement les juges qui trancheront au cas par cas.

CONCLUSION :

Le covid 19 a montré que si nous ne changeons pas radicalement d'orientations économiques, la société toute entière court à son auto destruction.

Changer c'est possible ! Changer c'est vital et incontournable !

C'est pourquoi nous exigeons :

<< **Un changement radical des politiques fiscales, monétaires et de financement de l'économie afin de répondre aux besoins sociaux et environnementaux.**

<< **Nous réclamons des créations d'emplois et des moyens matériels afin de mettre en œuvre ces politiques.**

<< **Des moyens humains et législatifs suffisants et adaptés afin de mener nos missions de contrôle pour garantir l'efficacité de ces nouvelles orientations économiques.**

<< **Une réelle reconnaissance en termes de rémunération, de qualification et de promotion.**

<< **Des moyens de protections adaptés pour tous et toutes : pas de protection, pas de reprise.**

LE JOUR D'APRÈS c'est maintenant !

Montreuil, le mercredi 6 mai 2020

